

Les banques restent toujours fragiles

Les banquiers ont déjà repris leurs mauvaises habitudes, mais le crédit n'est pas reparti et le ménage n'est pas fini dans les bilans des banques. Surtout en Europe.

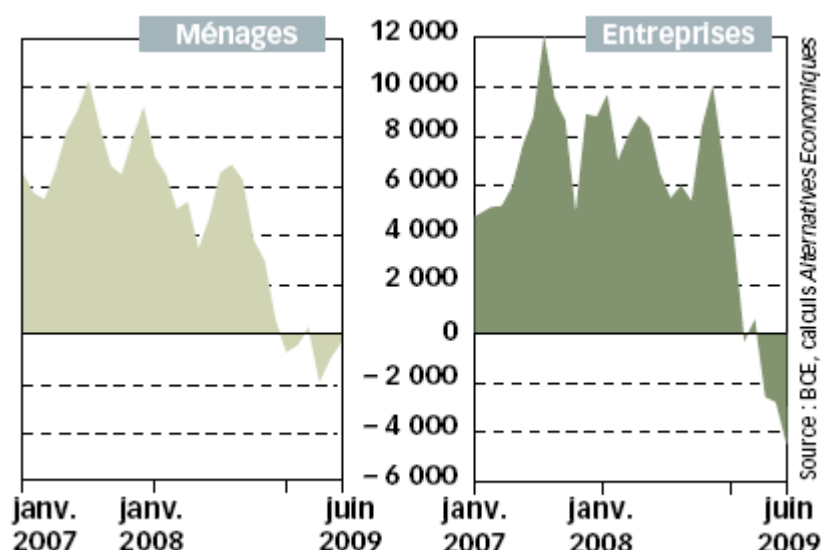
3,2 milliards d'euros de bénéfices pour BNP Paribas au premier semestre et 1 milliard de côté pour payer les bonus de ses traders. Et les autres banques se remettent, elles aussi, à afficher des profits fantastiques. Dans un tel contexte, comment soutenir que la fragilité du système financier risque de compromettre la reprise? Pourtant c'est bien le cas, en particulier en Europe.

La spéculation a repris

Le retour aux profits des banques est lié d'abord à leurs activités de marché, du fait des hausses importantes qui y sont intervenues: le CAC 40, l'indice des principales actions françaises, qui était descendu à 2 591 points le 3 mars dernier, était remonté à 3 495 points le 14 août, + 35% en l'espace de cinq mois! Même si elles rétablissent les profits de banques malmenées, ces hausses fantastiques ne sont pas bon signe: elles montrent que le système financier utilise en priorité les liquidités considérables mises à sa disposition à des fins spéculatives, préparant la prochaine bulle, et donc la prochaine crise...

Et ce au lieu de financer l'économie réelle: selon la Banque centrale européenne (voir graphiques), fin de récession ou pas, les flux de crédits vers les ménages restaient encore quasiment nuls en France en juin dernier, tandis que ceux destinés aux entreprises étaient franchement négatifs, les banques récupérant de ce côté plus d'argent qu'elles n'en prêtaient, à hauteur de 4 milliards d'euros. Et la tendance est identique au niveau de l'ensemble de la zone euro.

Flux nets mensuels de crédits en France, moyenne mobile trimestrielle, en millions d'euros



Les banques se défendent en indiquant qu'elles prêteraient volontiers, mais que c'est la demande de crédits qui n'est pas au rendez-vous. C'est sans doute en partie vrai, mais force est de constater en tout cas que la pompe du crédit, carburant de base de la croissance économique, n'est toujours pas réamorcée, faisant douter de la solidité de la reprise. De plus, la relance des activités spéculatives risque d'amener les banques centrales à fermer le robinet des liquidités prématurément vis-à-vis de l'état de l'économie réelle. Menaçant la timide reprise engagée...

A cela s'ajoutent de fortes incertitudes sur l'état réel des banques, au-delà de l'affichage comptable dont on a pu souvent mesurer la fragilité. La sophistication de la finance est devenue telle, qu'il est très difficile de savoir quelle est la valeur réelle de leurs actifs (voir page 50). Cette difficulté était à la base du blocage des marchés interbancaires à partir de l'été 2007: ne sachant pas si leurs collègues étaient vraiment solides, les banques ne se prêtaient plus entre elles.

Les Américains ont fait le ménage

Pour faire la clarté à ce sujet, le gouvernement américain a mis en oeuvre une grande "opération vérité" au printemps dernier: les 19 plus grandes banques du pays ont été soumises à des "stress tests", des tests de résistance, après avoir dû ouvrir leurs livres de comptes aux autorités de régulation. Résultat: dix d'entre elles se sont vu imposer une recapitalisation à hauteur de 75 milliards de dollars. En Europe, rien de tel pour l'instant. Le Fonds monétaire international (FMI) estimait pourtant en avril dernier (voir graphique page 11 et "Pour en savoir plus") que les banques européennes avaient caché

d'avantage de poussières sous le tapis que les banques américaines: il leur resterait encore à déprécier (*) 750 milliards de dollars d'actifs pourris en 2009 et 2010...

Impossible pourtant pour l'instant de faire le ménage en Europe: il n'existe pas d'instance européenne qui en aurait le pouvoir (la Banque centrale européenne n'a en particulier aucune fonction de surveillance du système bancaire, contrairement à la Fed américaine), et les gouvernements nationaux, qui en auraient l'autorité, n'y ont pas intérêt. En effet, l'Etat qui impose un tel exercice à ses banques fait ressortir au grand jour leurs turpitudes et les oblige à se recapitaliser, ce qui peut entraîner notamment leur rachat par des étrangers. Tandis que l'Etat qui ne se montre pas trop regardant pourra se prévaloir d'un système financier "sain". Mais une banque qui cache des actifs douteux reste une banque en mauvais état: elle aura tendance à prêter moins, pour ne pas prendre davantage de risques, et plus cher, pour tenter de "se refaire".

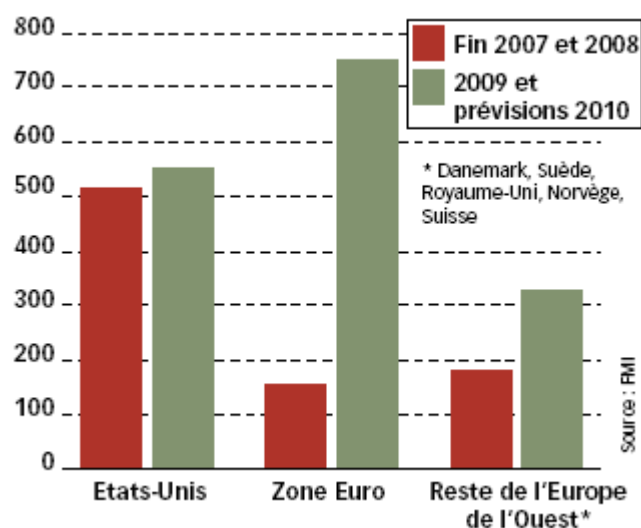
Ce mécanisme était en particulier à la base de la décennie perdue japonaise des années 1990: le gouvernement avait toléré très longtemps que les banques cachent leurs créances douteuses. Beaucoup redoutent que l'Europe suive ce chemin (comme le *think tank* Bruegel, voir "Pour en savoir plus").

Des nouveaux risques dus à la crise

Au traitement insuffisant des péchés du passé s'ajoutent les risques qui résultent de la crise elle-même. La charge du risque a déjà été multipliée par 3,5 au premier semestre chez BNP Paribas, à 4,2 milliards d'euros, et par 2,5 à la Société générale, à 2,4 milliards d'euros. Ces problèmes se manifestent toujours avec retard vis-à-vis de la conjoncture. Ils vont donc se poursuivre malgré la stabilisation de l'activité économique.

Ce sera notamment le cas des défaillances d'entreprises. On redoute en particulier les effets de l'explosion, déjà engagée, de la bulle des LBO (*Leveraged Buy Out*), les rachats d'entreprises réalisés à crédit qui s'étaient multipliés ces dernières années (voir page 74). Ils pèsent 60 milliards d'euros dans les comptes des banques françaises, dont au moins la moitié n'aurait aucune chance d'être remboursée... Quant aux ménages, la montée du chômage va entraîner son cortège habituel de surendettement: 90 700 dossiers ont été déclarés recevables par la Banque de France entre janvier et juin 2009, contre 80 000 pour la même période de 2008, en hausse de 12%.

Montant des dépréciations réalisées par les banques en 2007-2008 et encore à réaliser en 2009-2010, en milliards de dollars



Sans oublier non plus les engagements - importants - des banques d'Europe occidentale dans les pays d'Europe centrale et orientale, où la situation économique est très loin de se rétablir pour l'instant. Bref, même si les banquiers ont déjà repris leurs mauvaises habitudes, les banques ne sont pas vraiment sorties d'affaire. Et, par conséquent, nous non plus.

Guillaume Duval

Cet article est issu du dossier [Pourquoi la crise n'est pas finie](#)

Alternatives Economiques - n°283 - Septembre 2009

(*) Déprécier : déclarer officiellement dans ses comptes que tel ou tel titre financier figurant à son bilan ne vaut plus 100 mais 50 (par exemple) et enregistrer la perte correspondante dans son compte de résultat.

En savoir +

<http://www.ecb.int/>: les données du site de la BCE.

"Global Financial Stability Report. Responding to the Financial Crisis and Measuring Systemic Risks", FMI, accessible sur <http://www.imf.org/External/Pubs/FT/GFSR/2009/01/index.htm>

"A Solution for the European Banking Problem", par Adam Posen, Nicolas Véron, *Bruegel Policy Brief*, 2009-03, accessible sur <http://www.bruegel.org/>
